

Les média mentent sur les "réformes" à Cuba

*vendredi 30 mai 2008 / "le Patriote" par Altamiro Borges**

Ces dernières semaines, les chaînes privées de télévision font un énorme battage autour de ce qu'ils nomment les "réformes" à Cuba. Multipliant les piques et les sarcasmes, les grands noms des journaux télévisés comme William Bonner (TV Globo) et Carlos Nascimento (SBT), présentent l'île rebelle comme une illustration du sous-développement mondial. Forts de leurs revenus opulents et de leur fatuité repue, ils s'amuse avec perfidie en voyant les Cubains disposer aujourd'hui de produits de consommation "capitalistes", comme les téléphones portables, les télévisions plasma, les DVD, et accéder aux grands hôtels de luxe. Tout cela est présenté dans le but de caricaturer et diaboliser Cuba, par une campagne de propagande grotesque qui rappelle les plus sombres périodes de la "guerre froide" et des croisades anticommunistes.

Reprenant avec servilité les discours des médias états-uniens et des gusanos (vermines) cubains de Miami, les journaux télévisés locaux présentent ces changements comme le symbole de la fin de « l'ère Fidel Castro ». Selon cette vision aussi caricaturale que superficielle, Raúl Castro, son frère qui assume aujourd'hui la Présidence, se serait rendu aux délices de la société de consommation. La restauration capitaliste serait donc inéluctable sur cette île révolutionnaire. Dans un passé récent, lors de la désintégration du bloc soviétique, ces mêmes grands médias prédisaient la débâcle pour le régime cubain. Mais en restant aveugles aux grandes conquêtes sociales de la révolution, au très fort sentiment anti-impérialiste animant ce peuple et à son niveau élevé d'organisation, ils se sont fourvoyés.

Croissance et débat d'idées

Aujourd'hui, chaussés de leurs lunettes déformantes, ils risquent encore de se tromper lourdement. Cuba connaît à l'heure actuelle, malgré des décennies de blocus criminel de la part des U.S.A., une phase d'expansion économique. Du fait de changements intervenus en Amérique Latine et dans la géopolitique mondiale, elle a pu développer ses relations commerciales. Le Venezuela, la Chine et aussi le Brésil, bravant les diktats de l'empire, ont augmenté leurs investissements dans l'île ce qui se traduit par des taxes annuelles de croissance frôlant les 10 % ces dernières années. Cette croissance a permis au pays de sortir de la très dure "période spéciale", imposée par la désintégration du bloc de l'Est européen, qui a fortement restreint la consommation intérieure et demandé au peuple cubain une héroïque capacité de résistance.

Découlant de cette nouvelle réalité économique, des changements se sont fait jour dans les modes de consommation, déjà lorsque Fidel Castro exerçait encore les responsabilités. Il n'y a donc pas de rupture entre son frère et lui, et encore moins de brusques virages dans la direction collégiale de la Révolution cubaine. Ces bouleversements sur le terrain économique font même l'objet d'un intense débat au sein de la société cubaine. Plus de 1,3 million de propositions ont été adressées l'année dernière aux organismes gouvernementaux dans l'objectif de "faire avancer le socialisme". Le climat est au débat démocratique et créatif, non pas dans l'optique d'un retour au capitalisme mais plutôt dans celle d'un renforcement du pouvoir populaire et d'une amélioration des conditions de vie de la population.

La haine des "multinationales de l'information"

Ces changements de fond sont occultés par les médias hégémoniques, dont les ténors s'entêtent à propager des mensonges éculés. Le journaliste Salim Lamrani, dans une très lucide contribution publiée par "Carta Maior" en démonte plusieurs. Soulignant que la campagne anti-Cuba est mondiale, il s'en prend aux "multinationales de l'information" qui martèlent que "les Cubains sont enfin libres d'acquérir des appareils électroménagers et autres équipements électriques, accreditant l'idée que leur vente était auparavant totalement interdite. Mais la réalité est bien différente. La vente de ce type d'articles n'a jamais été interdite, exceptés certains produits informatiques et d'autres très gourmands en énergie comme les fours à micro-ondes, dans une période où la production d'énergie n'était pas à même de satisfaire la demande intérieure".

Il rappelle que pendant la "période spéciale", débutée en 1991 avec la débâcle du bloc soviétique, le pays s'est trouvé brutalement isolé sur le marché mondial, plus de 80 % de son commerce extérieur s'étant soudain interrompu. "Dans ce contexte extrêmement difficile, l'île des Caraïbes a dû subir de fortes pénuries, en particulier dans le domaine de l'énergie, avec des coupures longues et fréquentes. Les autorités ont décidé à cette époque de limiter les ventes d'appareils électriques ... Ces restrictions se justifiaient totalement. Il eut été irresponsable en réalité de procéder autrement, le système énergétique, lourdement subventionné, courant le risque d'une saturation".

L'ingéniosité des Cubains

Dans la période plus récente, grâce au développement de nouvelles relations commerciales et à l'ingéniosité de son peuple, cette situation a pu être dépassée. "Grâce à la 'révolution énergétique', lancée en 2006, qui consistait à remplacer de vieilles lampes et d'anciens appareils électroménagers, comme les télévisions, les réfrigérateurs et ventilateurs, par des équipements plus modernes, plus économes en énergie, des millions de cubains ont pu avoir accès à toute une gamme de nouveaux produits à des prix subventionnés par l'Etat, en dessous de leur valeur marchande. Les économies d'énergie ainsi générées permettent aujourd'hui de faire face à la demande intérieure, ce qui explique l'abandon progressif des restrictions pour l'acquisition de ce type de biens, électroménagers, ordinateurs et autres".

Il estime que les médias mentent en passant sous silence ces questions de fond, qui pèsent sur le bien-être des Cubains. Les responsables cubains reconnaissent eux-mêmes que le pays doit encore affronter bien des obstacles, dont celui du sous-développement. "Mais ce constat concerne une immense partie de la population mondiale, qui vit dans la pauvreté et dont les premières préoccupations ne sont pas de pouvoir acheter un graveur de DVD ou un four à micro-ondes, mais plutôt de pouvoir faire trois repas par jour et avoir accès à la santé et à l'éducation, angoisses qui n'ont pas cours à Cuba". Selon les chiffres de l'ONU, 854 millions d'humains souffrent dans le monde de malnutrition. Chaque jour meurent 26 mille enfants victimes de la faim ou de maladies curables – 9,7 millions par an. "Aucun Cubain n'en fait partie".

Internet, téléphones portables et hôtels de luxe

Concernant les accès Internet et les téléphones portables, sur lesquels ces médias font grand tapage, Lamrani souligne qu'il existe, outre les problèmes économiques, des entraves technologiques. "Washington interdit à Cuba de se connecter sur le câble en fibre optique du Détroit de Floride qui lui appartient. Le pays ne dispose donc que d'une connexion satellite à la capacité limitée, qui plus est extrêmement onéreuse. Voilà pourquoi l'accès aux téléphones portables était limité. Avec l'amélioration de la situation économique, l'offre a pu être élargie pour la population, même si les tarifs restent encore très élevés.

"Quant à la question des hôtels, ces médias font preuve de la même partialité. Jusqu'au 1er avril 2008, leur accès n'était pas interdit, comme ils l'affirment, mais restreint... Avec le développement accéléré du tourisme, dès le début des années 90, la capacité hôtelière a très vite atteint ses limites ne permettant pas d'héberger les touristes étrangers et les Cubains". Les tarifs sont devenus prohibitifs, mais cette presse oublie encore une fois de rappeler que le prix d'une nuitée dans un grand hôtel reste un luxe pour la plupart des habitants du tiers-monde et pour une bonne partie des citoyens des pays développés. À titre d'exemple, combien de Français peuvent –ils se payer une nuit dans un hôtel comme le Ritz à Paris où le tarif le plus bas se situe à 730 € ?".

Les mercenaires des médias de la bourgeoisie

Lázaro Barredo, directeur de Granma, organe officiel du Parti Communiste de Cuba, critiquant les manipulations de ces campagnes médiatiques, tourne en dérision ces journalistes "mercenaires" de la presse bourgeoise. Ne leur déplaît, il n'y a aucune volte-face à Cuba. Il précise que le gouvernement met simplement en œuvre "des mesures correctives des décisions prises lors des moments les plus critiques de la crise économique au début des années 90, quand a débuté ce que nous avons appelé la "période spéciale", conséquence de la chute du bloc socialiste, de la disparition de l'U.R.S.S. et du durcissement des mesures criminelles de blocus imposé par les U.S.A. Il nous a fallu à l'époque adopter des politiques de restriction à la consommation, pour éviter que ne se creusent des inégalités sociales dans notre société construite sur des valeurs égalitaires".

Avec une croissance soutenue et les changements intervenus dans la situation mondiale, Lázaro est convaincu que de nouvelles avancées seront possibles sur l'île. Confiant, il souligne que le peuple prend une part active à l'intense débat actuel sur l'avenir du pays. "Plus de quatre millions de compatriotes ont formulé des propositions dans leurs usines, leurs coopératives, leurs universités, puis au niveau des municipalités et des provinces pour les faire remonter jusqu'aux ministères et au gouvernement. Toutes les opinions, jusqu'aux plus critiques, ont comme objectif de renforcer la Révolution. Il y a des aspirations très positives à Cuba. Raúl Castro a bien caractérisé le moment que nous vivons devant les députés de l'Assemblée Nationale, lorsqu'il a affirmé qu'il n'y a pas lieu de craindre les divergences parce qu'il n'y a pas de contradictions antagoniques dans la société. C'est de l'échange le plus poussé et du débat que surgiront les meilleures solutions. L'optimisme reste fort avec les mesures adoptées".

**Altamiro Borges est journaliste, membre du Comité Central du Pcdob*